

Rédacteur-Gérant
E. HARLY

RÉDACTION ADMINISTRATION ET VENTE:
Lyon, 30, Rue Impériale
(provisoirement dénommée, rue de la République)

Toute plume spirituelle et humoristique
à ses grandes entrées à la Comédie politique.

Les Manuscrits non insérés ne sont pas conservés.

PRIX DU NUMÉRO

Rhône et Départements limitrophes... 15 C.
Départements non limitrophes et gares. 20 C.



Directeur-Administrateur
Adolphe PONET.

ABONNEMENTS :

Un an, 11 francs. — Six mois, 6 francs.
Étranger le port en sus.

Pour abonnements envoyer un mandat-poste ou un chèque
sur une maison de banque de Lyon
à l'adresse de M. Ponet, directeur du journal.
Ou encore autoriser l'administration à faire recouvrer la
somme par la poste dans le courant du mois.

Le Journal est mis en vente le Samedi matin.

Annonces..... 25 cent. la ligne
Réclames..... 50 cent. —

Les Annonces sont reçues exclusivement chez M. V. Fourneau,
rue Confort, 14, à Lyon.

LA COMÉDIE POLITIQUE

JOURNAL SATIRIQUE HEBDOMADAIRE

PRÉDICTIONS POUR 1882



« Eh bien ! la tête li est donc ompue et la guè li est déclaée. Mais souvinez-vous qu'avant tois mois petit nègue li biser votre Eublique comme li bise ces vè de kistal ! »

PRÉDICTION POUR 1882



Ranalalalulu, chef de la tribu des Nez épatés, continua son mouvement offensif, s'avança rapidement à travers la Bourgogne et, avec ses 357 guerriers armés de flèches, culbuta sur tous les points les troupes du duc de Frigolet, auquel il fit de nombreux prisonniers.

Cette fois la peur envahit sérieusement la Cour de l'Elysée et celle de la rue Taitbout : le redoutable Ranalalalulu ne se trouvait plus qu'à vingt lieues de la capitale, et le dernier espoir de la dynastie grévienne, le général Paul lui-même, avait été impuissant à l'arrêter.

Le 4 septembre, l'avant-garde de l'armée nezépatesienne entra à Montarlot (Seine-et-Marne), et, le même jour où Ranalalalulu y arrivait, il recevait à son quartier général le diplomate Freycinet, qui venait au nom du président Jules Grévy afin d'entamer les négociations pour la paix définitive.

On entra aussitôt en pourparlers, et Ranalalalulu déclara ne vouloir traiter que sur les bases suivantes : La France abandonnait aux Nez épatés la Bretagne, la Normandie, la Picardie, la Flandre, l'île de France et M. Léon Say, et le président Grévy, qui abandonnait Paris et se retirait à Pontoise avec toute sa Cour, consentait à ce que la Viosne et la Juine devinssent les limites naturelles de la R. F. sur les frontières de l'ouest et de l'est.

La Provence, le Dauphiné, le Lyonnais et la Franche-Comté étaient annexés, avec M^{me} Wilson, au duché de Monaco, qui recevait, en outre, l'Algérie tout entière et le petit Arnaud, fils de l'Aréage.

Karakakokaka, roi d'Imbiki, recevait la Champagne, l'Orléanais, le Berry et M. Gambetta, lequel devait être mis en civet après avoir été mariné quinze jours dans du vinaigre des quatre opportunistes et avoir été éprouvé, comme les champignons, avec une pièce de 40 sous.

Les autres parties de ce qui restait de ce qui fut la France étaient annexées aux Républiques d'Andorre et de Saint-Marin ou converties en colonies transocéaniques au bénéfice de Mao-Combo, roi des Jagas, et de Kramaricaniro, grand chef des Nyams-Nyams, qui recevait, en outre, Jules Ferry.

Enfin un congrès devait s'ouvrir à Woghodogho pour décider à qui reviendrait Alfred Naquet, dont la France aurait voulu se débarrasser, mais dont Ranalalalulu ne tenait guère à encombrer ses Etats, déjà assez montagneux comme cela.

C'étaient là des prétentions absolument draconiennes et, évidemment, uniquement basées sur l'adage : « La force prime le droit. » Aussi le diplomate Freycinet essayait-il de résister, voulant, du moins, faire en sorte de conserver à la France le petit Arnaud. Mais, dans la discussion qui eut lieu à ce propos, il eut le tort de se laisser aller à des insinuations blessantes pour Ranalalalulu.

Ranalalalulu se leva alors et alla droit à un guéridon supportant un magnifique service de cristal qui venait de l'un des salons de la maison de Duhamel et dont le diplomate Freycinet aimait à faire parade. Le chef des Nez épatés le saisit et le brisa sur le parquet en disant : « Eh bien ! la tève li est donc ompuc et la gué li est déclaeé. Mais souvinez-vous qu'avant trois mois petit nègue li biser votre Epublique comme li bise ces yè de kistal ! » Saluant alors le négociateur français, stupéfait du procédé peu diplomatique, il sortit et envoya son cuisinier annoncer au général duc de Frigolet que les hostilités recommenceraient pour 24 heures et qu'après une nouvelle victoire le vainqueur exigerait, de plus, la cession d'Antonin Proust et de Louis Guillot (de l'Isère).

Effrayé de la responsabilité qui allait peser sur lui, le diplomate Freycinet se hâta alors de signer le traité au nom de son souverain Grévy.

FEU ADOLPHE THIERS.

(Le Sang ou l'Imbecillité, tome II.)

LE CHAPERON DE LARADE



La Nièvre avait un préfet qui s'appelait Chapron. Ce préfet, un beau jour — beau jour pour la Nièvre, — fut appelé à la Préfecture de la Sarthe. Il partit et emmena avec lui son chef de cabinet, le jeune de Larade, et un chef de division, le moins jeune Peyraud.

Or, l'espèce préfet de la République étant, de naissance, très-vagabonde, Chapron ne resta pas longtemps dans la Sarthe et partit pour le Lot-et-Garonne.

Il était à peine là-bas depuis quelques jours quand le Conseil général découvrit au Mans toute une série de pots-aux-roses qui avaient le nez fait comme des pots de vin.

Il y avait d'abord le jeune de Larade qui faisait signer à des employés de la Préfecture des mandats qu'il encaissait ensuite et dont il allait jeter le produit à Paris sur les genoux des rats du corps de ballet.

Puis il y avait le chef de division Peyraud qui passait sous le manteau de la cheminée des marchés pour

travaux d'impression, marchés dans lesquels on payait 6,000 francs ce qui en valait 2,000 au bas mot.

Tout cela sous les auspices et le *chaperonnage* du préfet Chapron, qui couvrait les deux inséparables amenés par lui de Nevers.

Or, à l'heure qu'il est, voici ce qu'il en est du trio Chapron-Peyraud-Larade :

Larade est en fuite, poursuivi — mollement, du reste, — par un mandat d'arrestation qui prie... le diable de ne point l'atteindre.

Peyraud est divulgué, démasqué, retourné comme un gant.

Quant à Chapron, il est confondu et... et... condamné.

Oui, condamné ! Car savez vous ce qu'il avait été, Chapron, le Chapron de Larade et de Peyraud ?

Eh bien ! Chapron, un homme susceptible — la vertu est toujours comme cela, — Chapron avait osé trouver mauvaises les critiques du journal la *Sarthe* et de mon confrère Fournier-Carville sur les malversations et les concussions de sa Préfecture, et il avait assigné gérant et rédacteur devant la Cour d'assises du Mans.

L'affaire est venue le 9 juin présent mois, et Chapron, dans ces débats, a trouvé, hélas ! le double désagrément :

1^o De s'entendre jeter à la face les plus dures vérités par M^e Cuneo d'Ornano, député et avocat, et par M^e Vilfeu, du barreau du Mans, désagrément fort mal compensé, d'ailleurs, par la défense de M^e Cresson, un Mathevon de la capitale aussi lourd et aussi... éléphanterque que le créateur lyonnais de l'emploi.

2^o D'entendre le jury de la Sarthe proclamer très-nettement, par huit réponses successives, l'innocence du journal et du journaliste et, par suite, sa culpabilité à lui Chapron.

Voilà ! Et Chapron qui comptait sur des dommages-intérêts.

O désillusion !... Il a failli, au contraire, être condamné à en payer lui-même à mes confrères Fournier-Carville et Hecquet.

Que faire pour réparer ça ? Chapron n'a plus le jeune de Larade et son fidèle Peyraud... Faudra-t-il donc qu'à l'avenir Chapron fasse comme Pierre Petit ?

RAOUL.

On m'a télégraphié, au dernier moment, qu'à l'issue de l'audience Chapron avait diné à l'Hôtel de France, au Mans...

La dépêche ajoute laconiquement : « avec cresson. »

Cela veut-il dire : « avec du cresson ? » ou « avec l'avocat Cresson ? »

Hélas ! que ce soit l'un ou l'autre, le dîner a dû être pour Chapron une consolation bien maigre !

R...

LA VRAIE SOLUTION

Les propositions faites aux actionnaires du Lyon-Loire par la Société foncière et agricole des Etats-Unis sont textuellement les suivantes :

Paiement immédiat de la totalité des créances sur le Lyon-Loire, savoir :

40 % en espèces.
25 % en obligations de la Société des Etats-Unis.
Et 35 % en parts de fondateurs de la même Société.

Il y a là incontestablement avantage, et grand avantage, si l'on considère que peut-être le Lyon-Loire ne sera jamais à même de donner 40 % à ses créanciers et que, pût-il les donner un jour, ce jour est sûrement éloigné, tandis que dans la combinaison actuelle les 40 % sont donnés immédiatement en espèces et le surplus en titres négociables.

Mais les actionnaires, hélas ! sont un peu moins bien traités par la Société foncière et agricole. Voici, en effet, toujours d'après le prospectus, le sort particulier qui leur est fait :

Libération entière moyennant 125 francs par titre du Lyon-Loire.

Echange de quatre titres ainsi libérés contre une part de fondateur de la Société ou de cinq titres également libérés ainsi contre une action de la même Société.

En sorte qu'ici, au lieu de recevoir, on verse et que, même en versant, on n'arrive à échanger ses titres qu'à raison de quatre ou cinq contre un.

Oh ! je sais bien ce que dit la Société foncière et agricole des Etats-Unis :

— Je ne puis pourtant pas, s'écrie-t-elle, en échange de titres devenus nuls, vous donner des titres en pleine valeur ! Je me ruinerais ainsi et, par voie de conséquence, je ne vous enrichirais pas. Je me contente de vous garantir, par un appel de 125 francs, contre un appel de 375, et encore vous délivrè-je l'équivalent de votre nouveau versement en titres de ma Compagnie !

Oui, oui, oui. Tout cela est bel et bon. Mais il faut toujours verser, et, quand on a payé jusqu'à 1900 francs des chiffons de papier qui, aujourd'hui, ne valent pas un liard la pièce, il est naturel qu'on regimbe et qu'on dise : J'en ai assez. Ce à quoi d'autres peuvent ajouter : Du reste, je n'ai plus un rouge liard. Le Lyon-Loire m'a rendu insolvable.

Ainsi je comprends qu'on regimbe... Seulement il est une chose qui me laisse vraiment rêveur, en présence des ruines que ne peut même réparer la meilleure des combinaisons produites jusqu'ici : c'est la placidité phénoménale des actionnaires du Lyon-Loire.

Ils ont pour eux un jugement du Tribunal de commerce qui déclare que l'escroquerie seule a présidé à leur ruine... Et nul d'entre eux ne songe à faire ce que le Parquet ne fait pas, c'est-à-dire à poursuivre directement les gérants responsables de l'escroquerie et de la ruine.

Ils ont pour eux un jugement qui déclare responsables

sur leurs biens personnels tels et tels administrateurs du Lyon-Loire... Et nul, que je sache encore, n'a essayé de rendre effective cette responsabilité en poursuivant, au besoin, la faillite personnelle desdits administrateurs.

Sommes-nous donc moutons de Panurge jusque dans la défense de nos intérêts ?

Oui... ? Nous le sommes jusque-là ?...

En ce cas, il faut qu'il y en ait un qui saute le premier ? —

Eh bien ! soit : nous sautons.

Dès aujourd'hui la *Comédie politique* entreprend la formation d'un syndicat pour arriver en même temps à la punition des coupables et au remboursement des sommes... subtilisées par les gens du Lyon-Loire.

A l'heure qu'il est déjà, et avant toute publicité, plus de 400 actions sont représentées dans ce syndicat. Ce serait plus que suffisant, à la rigueur, pour mener à bien l'entreprise. Mais c'est une œuvre d'intérêt public, et non d'intérêt particulier, que la *Comédie politique* entreprend là. Elle désire, en conséquence, que le plus grand nombre possible vienne participer aux chances comme aux bénéfices de l'opération.

Dès aujourd'hui une liste d'adhérents est ouverte dans nos bureaux, et chacun peut venir la signer, de 9 heures du matin à 11 heures.

Qu'on se pénétre bien avant tout de notre but : C'est en même temps un procès correctionnel et un procès commercial que nous voulons diriger contre les coupables de tant de ruines.

Il s'agit d'arriver à la répression du délit et à la réparation du dommage.

DANIEL.

L'ÉDITION DES COLLECTIONNEURS

Notre Edition des COLLECTIONNEURS, tirée sur papier vélin, imprimée et colorée avec un soin spécial et un luxe tout particulier, est livrée aux abonnés, SUPPLÉMENTS compris, pour le prix de 20 francs par an, payables, au besoin, en deux échéances égales.

Ceux de nos abonnés dont l'abonnement n'expirait pas au 1^{er} janvier dernier peuvent s'abonner à l'Édition des COLLECTIONNEURS à partir de ce 1^{er} janvier en payant une soule proportionnelle.

Aucun exemplaire de l'Édition des COLLECTIONNEURS ne sera livré à l'acheteur au numéro. Mais il sera envoyé un numéro spécimen à toute personne qui, désireuse de s'abonner à cette édition, en fera la demande par lettre affranchie.

PROUesses GARIBALDIENNES

(1870-71)



(Voir notre numéro du 11 juin.)

II

L'attitude des républicains cosmopolites qui étaient censés obéir à ce fantoche invalide rappelait une scie d'atelier bien connue :

Ils étaient quatre
Qui voulaient se battre,
Y en avait trois qui n'voulaien't pas, etc.

Quelques-uns seulement, à Autun, se montrèrent dignes du nom de soldats, en faisant une pointe hardie et heureuse sur Châtillon. Les autres ne guerroyaient que contre l'évêché et d'autres établissements religieux. C'était pour ces expéditions-là que se réservait le fameux Delpech, naguère teneur, lampiste, teneur de livres, puis, de par le 4 Septembre, orateur de réunions publiques, préfet accidentellement à Marseille et enfin chef de brigade garibaldien.

Vint ensuite l'attaque combinée — et fort mal combinée — sur Dijon. Garibaldi recommandait à ses hommes de ne pas tirer, d'avancer à pas de loup pour surprendre l'ennemi, et en même temps il leur faisait chanter des refrains patriotiques (!). La vérité est qu'on croyait entrer en ville sans coup férir. Déjà on s'était enquis du meilleur hôtel. Soudain une fusillade éclate dans les ténèbres : stupeur, déroute générale ! On revient sur Autun en pleine débâcle. Garibaldi et plusieurs autres firent une partie du trajet par le chemin de fer d'Epinac, couchés dans des wagons à charbon. Ceci n'empêcha pas Tours de les féliciter pour ce bel exploit, ni M. Hugo de proclamer plus tard que Garibaldi était le seul de nos généraux qui n'eût pas été vaincu !

Le 30 novembre au soir, on était encore en pleine panique à Autun. Toutes les dispositions étaient prises pour déguerpir le lendemain matin, dès cinq heures. Mais la nuit a porté conseil : le départ est contre-mandé ; nul ne paraît plus rassuré que celui qui mène, en réalité, le général et toute la boutique, l'ex-pharmacien Bordone (*Alias* Bourdon, natif d'Avignon, mais ayant italianisé son nom pour mettre les huissiers en défaut). Il est rassuré au point de contre-mander par le télégraphe l'évacuation du Creuzot, de faire incarcerer comme alarmistes ceux qui disaient avoir rencontré des uhlands dans les environs. A l'inspecteur du chemin de fer, qui venait de se trouver face à face avec l'ennemi en force, à trois kilomètres d'Autun, Bordone soutenait encore qu'il avait mal vu : l'entretien fut interrompu par le canon !...

Si cette attaque fut repoussée, ce fut surtout grâce aux mobiles artilleurs de la Charente-Inférieure, dont plus du tiers (48 sur 120) furent tués ou blessés sur leurs pièces. Pendant le combat, les chefs firent bonne contenance, sauf Delpech, qui ne parut que le lendemain. Mais plus de la moitié des garibaldiens s'enfuirent par monts et par vaux : il y en eut qui ne s'arrêtèrent qu'à Marseille ! Les Allemands, apprenant que leur ligne de retraite était menacée par la première légion du Rhône (qui se battit à Nuits quinze jours après), se retirèrent pendant la nuit. Si le matériel du Creuzot leur a échappé, ce n'est pas la faute de Bordone !

Tout est dit plus loin sur les dernières prouesses garibaldiennes, celles de Dijon. Personne n'ignore, d'ailleurs, que, malgré des avertissements réitérés, plus de trente mille hommes se laissèrent tenir en échec par une seule brigade, derrière laquelle le corps entier de Manteuffel défilait pour aller prendre Bourbaki à revers.

Vint ensuite la carte à payer, présentée par Bordone : un mémoire d'apothicaire, s'il en fut jamais ! Il y eut la force péchés miraculeux en eau trouble (Voir le *Rapport de la Commission des marchés*). Les opérations d'équipement sont,

elles seules, tout un poème. Le manteau de Garibaldi, en gris doublé de rouge, avait coûté 180 francs. Les chemises rouges étaient cotées 20 francs, les pantalons 30, les gilets 58 à 100. On payait jusqu'à 240 francs des uniformes d'officiers et d'officières, avec galons, torsades, étoiles d'or, boutons, bottes molles, etc. Enfin, cette « élite des nations » avait un ample contingent de recrues à l'insurrection du jour. Mars, et son chef n'a pas manqué, depuis, une occasion de cracher ou de baver sur la France. Il a été pour elle, tour à tour, un ennemi, un auxiliaire nuisible, un grotesque infortuné. C'est bien là le digne héros, le digne saint du radicalisme. à de tels dévôts il fallait un tel fétiche.

KEL-KUN.

UNE PAGE DE TACITE



En ce temps-là, la République étant en vigueur (*Republica vivente*), sous le consulat de Julius Grevius, il se passa dans un municipio des montagnes un fait qui montre bien le basculement auquel on en était arrivé. Comme l'influence des honnêtes gens était amoindrie et que la populace montait, un affranchi du nom de RADIUS, qui le beau-père avait gagné de l'argent (*questum Jecerat*) dans le commerce des peaux de bêtes, et qui avait récemment été fait chevalier (*equus*) grâce à des manœuvres abusives, fut élu tribun du peuple dans ce municipio et commença à démolir tout ce qui était honnête par ses persécutions. Ennemement dévoué au culte de la nouvelle déesse Marianne, il proscrivit des écoles et des établissements publics toutes les images du père des dieux, prohiba toute cérémonie relative au culte des ancêtres et contraignit la foi (*fides*) à voiler la face et à ne régner que dans le cœur des bons citoyens.

L'émotion de ceux-ci se traduisit par quelques virils pamphlets, qui, insérés dans le *Cursor quotidianus Etruriae*, cingèrent de la belle manière le tribun RADIUS et tournaient en dérision l'ambitieux affranchi. Quelques-uns, s'attachant à la tournure dont la nature l'avait disgracié, mettaient en relief sa face blafarde et ses yeux glauques. D'autres, appréciant surtout les actes par lesquels il avait signalé son élévation au tribunal, l'appelaient « contempteur de nos saines croyances. » D'autres enfin, montrant sa duplicité, reprochaient au peuple que sa conduite intime était en complet désaccord avec le culte de Marianne, qu'il prônait en public seulement pour les besoins de son ambition. Tout cela fut lu et commenté par les habitants du municipio : on en fut très mécontent, et RADIUS en avait conçu une rage extrême qui allait jusqu'à le priver du sommeil, juste châtiment de l'impudence.

Désireux de briser celui qui osait être un obstacle à ses projets, il cherchait par tous les moyens à connaître l'insaisissable adversaire qui l'accablait sous le poids du ridicule, et avait mis sur pied tous les centurions du municipio, mais vain. Il eut enfin recours à un procédé digne de tout mépris (*ignobile instrumentum*) : il corrompit à prix d'or un esclave qui était occupé à graver sur les tablettes du *Cursor quotidianus Etruriae* les pamphlets qui l'exaspéraient (on disait dans le Forum qu'il lui en coûta 300 drachmes), et le traita lui désignant l'auteur de la dernière satire, à se trouver être par hasard un des conseillers du préteur.

Il essaya alors de se venger de lui en l'attirant dans un combat à la mode barbare, où il avait pris toutes les précautions pour se concilier la victoire. Mais au dernier moment la peur fut la plus forte dans le cœur de l'affranchi : il se fit arrêter par ses satellites, et, cherchant une autre issue plus sûre et plus méprisable, il se rendit à Rome. Là, par le crédit de deux sénateurs, Lucius Quilius et Julius Fax, dévoués à sa cause, il eut accès auprès du consul qui demanda de le venger de ce conseiller du préteur qui avait osé s'attaquer à lui, tribun du peuple, et dévoiler les turpitudes de son âme. Le collègue des pontifes de Marianne s'empara de l'affaire, et son zèle fut si grand qu'au bout de quelques jours le conseiller du préteur fut traduit à Rome devant la Cour prétorienne, où il fut accusé par un certain Tonsor et condamné à deux années d'exil.

Alors RADIUS triomphant put tyranniser à son gré les honnêtes gens de son municipio et préparer en paix les articles sur lesquels il comptait pour se faire nommer sénateur. Et le mépris de tous les bons citoyens vint se briser sur l'ambition dont il avait cuirassé son âme.

Pour traduction :

D^r MARIUS.

LÉON EN ÉGYPTE



Il paraît qu'on n'ira pas en Egypte !
La République française est furieuse, et il y a de quoi !
Vouloir un débarquement sur la plage du Marabout ! Vouloir une moderne bataille des Pyramides ! Vouloir être contemplé, à son tour, par quarante siècles, même par quarante siècles trois quarts !... On ne peut pas obtenir ces bagatelles !... Couardise !... Lâcheté !... Décadence de la valeur française !... Où allons-nous ?...
Oh ! que cette attitude du journal de la Chaussée d'Antin m'a donc réconforté l'âme !... Oh ! qu'elle m'a donc ramené à mes admirations patriotiques de 1870 !...

Où, j'ai revu tous ces Bayards de bureaux osant sortir de dessous les coussins des Préfectures, des Parquets et des Ministères et s'avancer du côté de l'ennemi jusqu'à n'en être plus qu'à une vingtaine de lieues.

Où, j'ai revu le bouillant Gambetta, accompagné de Spuller, opérant une retraite digne de celle des dix mille devant un troupeau de moutons que, sans se soucier du nombre, il était allé braver jusqu'à la Chapelle.

Où, j'ai entendu de nouveau le cri : « Français, élevez vos âmes ! » et il m'est revenu à la mémoire que ceux qui poussaient ce cri, en l'an terrible, donnaient eux-mêmes l'exemple des élévations d'âmes en élevant leurs verres à la hauteur de leurs... bouches.

Où, j'ai retrouvé dans mes souvenirs les objurgations guerrières : « Faisons un pacte avec la victoire ! » « Bravons la mort ! » Et j'ai revu ceux qui lançaient ces objurgations aux mobiles mourants dans les neiges allant eux-mêmes jusqu'à braver la mort... en se donnant des indigestions.

Oh ! comme je comprends la République française !...

Comment pouvoir se défendre d'être un journal belliqueux quand on est quotidiennement cuisiné, sous l'inspiration du foudre de guerre Gambetta, par une pléiade de héros tels que Ranc, Coquelin, Challemel-Lacour, Spuller et autres Pipes-en-Bois !

Boileau et la sagesse des nations l'ont dit :
Chassez le naturel, il revient au galop.
On ne se refait pas !

RAOUL.

NOS SUPPLÉMENTS Nos 16, 17 ET 18.

Notre Supplément n° 16, les *Fastes officiels de la R. F.*, paraîtra avec le numéro du 15 juillet.

Avec le numéro du 5 août paraîtra un autre Supplément, les *Autruches gouvernementales*.

Enfin nous préparons pour le 4 septembre prochain un Supplément tout entier consacré, texte et gravure, aux ignominies de cette date historique.

Chacun de ces Suppléments et tous les Suppléments que nous publierons à l'avenir seront gravés, non plus par le procédé ordinaire, mais par le procédé photographique, procédé beaucoup plus coûteux, il est vrai, mais qui donne des résultats presque identiques à ceux de la gravure au burin.

UN CURÉ SELON MARIANNE



Des affiches placardées sur tous les murs, un article élogieux paru dans le grand journal du député du cru (43 abonnés) annonçaient comme devant avoir lieu à Baume-les-Dames (Doubs) une conférence sur les relations présentes et futures de l'Eglise et de l'Etat. Clericains curieux et républicains avides étaient accourus pour entendre le citoyen Sterlin, ancien curé de Plainville (Oise), passé depuis en Suisse.

Le conférencier déclara qu'il y aurait danger à séparer l'Eglise de l'Etat, à cause de la puissance de l'un et de la faiblesse de l'autre.

Les cléricaux trouvèrent l'aveu précieux, mais les républicains grognèrent.

Le Sterlin ramena à lui ces derniers en posant ce principe : que la soutane est la sauvegarde des escrocs, le manteau couvrant toutes les hontes.

Clericains et catholiques haussaient les épaules.

Bref, au milieu de ces approbations et désapprobations alternées, Sterlin — et c'était pour lui le principal — n'en avait pas moins recueilli les droits d'entrée, désormais insinués dans sa sacoche.

Tout allait donc pour le mieux... Mais voici que soudain une demoiselle M. B..., de Baume, exhibe à qui de droit une lettre datée de Plainville et qui se terminait par ces mots :

« Je confie mon affaire à notre bonne Mère du Ciel, à saint Michel, à saint Joseph, et les supplie d'être auprès de vous mes avocats. »

« STERLIN. »

Lettre à laquelle était joint un récépissé établissant que le client de saint Michel et de saint Joseph avait gagné son procès auprès de Mlle B... et que celle-ci avait, un jour, lâché des espèces qui étaient allées s'engloutir dans l'abîme où, suivant la chronique scandaleuse de Plainville, avaient disparu 50,000 fr. au moins glanés d'ici de là par le même procédé.

Une heure après, suivant ordonnance du président du Tribunal, la sacoche du protégé du journal du député-colonel Bernard, était aux mains d'un huissier qui rédigeait procès-verbal... Sterlin put dégager sa sacoche, mais en la vidant en partie.

Je recommande la sacoche de voyage aux autres personnes auprès desquelles, dans le temps, saint Michel et saint Joseph ont pu gagner la cause de l'ex-curé de Plainville.

On commente beaucoup à Baume le principe posé par Sterlin : « La soutane est la sauvegarde des escrocs ! »

Elle paraît, en effet, l'être ou l'avoir été de quelques-uns.

VIDELICET.

On nous demande chaque jour d'anciens numéros de la Comédie politique.

Comme il ne nous en reste qu'un très-petit nombre d'exemplaires et que, d'ailleurs, nous avons dû faire réimprimer plusieurs de ces numéros, nous prévenons les lecteurs que chacun des numéros de la Comédie politique parus avant le 1^{er} juillet 1881 est vendu dans nos bureaux, savoir :

1 franc l'exemplaire pour les acheteurs de numéros isolés.

50 centimes l'exemplaire pour les personnes qui prennent la collection complète du 23 novembre 1878 au 1^{er} juillet 1881.

REVUE FINANCIÈRE

Paris, le 17 juin 1882.

L'état du marché s'est un peu modifié depuis la veille. Il convient de constater que, si les acheteurs se font rares, la spéculation, de son côté, craignant d'être surprise par les événements, n'ose pas vendre non plus, de sorte que malgré la rareté des affaires, les cours se sont assez bien tenus.

Les fonds étrangers ont eu bien peu de transactions.

Le 3 %, a inscrit 82,82 — 82,90 et 82,87.

L'Amortissable, 83 et 83,07.

Le 5 %, 115,30 et 115,40.

Le Bilan de la Banque de France est satisfaisant. L'augmentation d'or est de 4 millions. Les bénéfices, qui s'élevaient à ce jour à 32,546,550 francs, sont en augmentation de 1,194,895 fr. sur la semaine dernière.

La Banque de Paris s'est relevée à 1190.

Fermété de la Banque d'Escompte, à 575.

Le Crédit foncier fait toujours un grand nombre de prêts hypothécaires. Dans sa dernière séance hebdomadaire, le Conseil d'administration a autorisé pour 11,536,000 fr. de nouveaux prêts. C'est en représentation de l'ensemble de ces prêts que sont émises les obligations foncières et communales. Les garanties et le revenu suffisamment rémunérateur qu'offrent ces titres en font une des valeurs les plus favorisées du public.

Les Magasins généraux de France et d'Algérie font 550.

L'ensemble des autres valeurs a témoigné, sinon de beaucoup d'activité, du moins d'une certaine fermeté.

La Société française financière a été quelque peu offerte.

Le Crédit lyonnais, très-hésitant, de 740 est descendu à 732,50.

La Banque Nationale n'a pu conserver le cours de 400 : elle est descendue à 395.

La Banque parisienne, sans affaires, est très difficilement vendue 555.

D'ailleurs, les cours sur cette valeur nous semblent de pure fantaisie.

Les valeurs industrielles sont demeurées assez actives :

Le Gaz s'est tenu aux environs de 1635. — Le Suez est à 267,50 après bien des efforts.

Peu d'affaires sur les chemins : Lyon, 1653. Orléans, 1302,50.

BALLERO.

EN VENTE

DANS LES BUREAUX DE LA COMÉDIE POLITIQUE
à Lyon, 30, rue de la République

LES BÉNÉFICES

DE LA

MAISON GAMBETTA

Brochure petit in-8° de 64 pages

PRIX : 80 CENTIMES

(Port en sus : 5 cent. par exemplaire)

SON EXCELLENCE

CHALLEMEL-LACOUR

AMBASSADEUR DE LA RÉPUBLIQUE

Brochure petit in-8° de 48 pages

PRIX : 25 CENTIMES

(Port en sus : 5 cent. par exemplaire)

NOUVEAUX PRIX POUR PROPAGANDE

(Appliqués depuis le 15 février 1881)

Les Bénéfices de la Maison Gambetta. Son Excellence Challemel-Lacour.

50 exemplaires	10 francs	8 francs 50
100 —	20 »	17 »
500 —	95 »	80 »
1,000 —	170 »	140 »
2,000 —	300 »	250 »

LE PORT EN SUS

Au-dessus de 2,000, conditions spéciales

L'administration de la Comédie politique envoie les ballots au destinataire en port dû et en grande vitesse, si on le demande, ou bien se charge de faire parvenir elle-même par la poste, aux adresses portées sur les listes qui lui auront été envoyées.

Le prix à payer pour chaque exemplaire expédié par la poste est de 5 centimes, mais une brochure les Bénéfices et une brochure Challemel-Lacour expédiées sous une même bande ne paient que 5 centimes.

LE MONITEUR DE LA MODE

(Fondé en 1843) Journal du Grand Monde (Fondé en 1843)

Recueil illustré de littérature, modes, travaux de dames, ameublement, etc.

PARAIT TOUS LES SAMEDIS ET PUBLIE CHAQUE ANNÉE :

52 Livraisons illustrées de 12 pages grand format, imprimées avec luxe ;

52 Gravures coloriées de Toilettes de tous genres, dont :

2 superbes planches de saison, double format, coloriées, composées de sept à huit figures ;

12 Feuilles de patrons tracés, de Toilette et de Modèles de Broderie ;

2,000 Dessins en noir, imprimés dans le texte, représentant tous les sujets de Modes, de Travaux de Dames, d'Ameublement, etc.

Prix d'abonnement à l'édition simple, sans gravures coloriées

PARIS — PROVINCE — ALGÉRIE

UN AN, 14 fr. — SIX MOIS, 7 fr. 50. — TROIS MOIS, 4 fr.

Prix d'abonnement à l'édition avec gravures coloriées

PARIS — PROVINCE — ALGÉRIE

UN AN, 26 fr. — SIX MOIS, 15 fr. — TROIS MOIS, 8 fr.

Le numéro simple, 25 centimes. — Le numéro avec gravure coloriée, 50 centimes ; avec gravure coloriée et patron, 75 centimes.

Exceptionnellement, la gravure coloriée, double format, 7 figures, du 1^{er} n° d'avril et d'octobre, est de 75 centimes.

EN VENTE DANS LES GARES, CHEZ LES LIBRAIRES ET MARCHANDS DE JOURNAUX

Administration chez A. GOUBAUD et FILS, Editeurs,

3, rue du Quatre-Septembre, Paris.

Le Gérant : E. HARLY.

Imprimerie Générale de Lyon, rue Condé, 30. — J.-E. Albert.

GARIBALDI-LE-GRAND

A DIJON (1870-71)

Fermez la Chambre en signe de deuil, ô députés républicains de France !

Le grand Garibaldi est mort !

Et ce Garibaldi-le-Grand est celui qui dirigea, entre autres, les opérations militaires dont voici le résumé fidèle :

La mission départie à l'armée des Vosges dans la campagne de l'Est consistait :

1° A marcher sur Dijon et à s'y établir aussitôt que les Prussiens l'auraient évacué.

2° A partir de ce jour, à défendre, non-seulement cette ville, si elle venait à être attaquée, mais encore la contrée montagneuse qui sépare Dijon de Langres, contrée que devaient, naturellement, traverser pour éviter un grand détour les armées allemandes de la Loire ou du siège de Paris envoyées au secours du général Werder, attaqué de front par Bourbaki.

Dans ces pays montagneux et boisés, les routes suivent des vallons étroits et encaissés. Une armée de quelque importance engagée dans cette voie devait nécessairement se fractionner en plusieurs colonnes et s'affaiblir en s'allongeant. Ces colonnes, en raison de la neige qui rendait les routes impraticables, étaient forcées de cheminer pendant plusieurs jours sans pouvoir se relier entre elles. Le plus simple bon sens indiquait donc qu'à raison même des difficultés du terrain il fallait attendre l'ennemi pour avoir quelque chance de l'arrêter, et rien ne semblait plus facile que de lui disputer, même avec des troupes médiocres, les défilés à franchir.

Or nous allons voir ce qui se passa.



Garibaldi était entré à Dijon le 7 janvier.

Dès le 9 du même mois les mouvements de l'armée de Manteuffel lui furent signalés par de nombreuses dépêches et par de non moins nombreux avis donnés d'ici et de là.

Voici quelques échantillons des dépêches envoyées et toutes communiquées à Garibaldi :

Essarois, le 9 janvier 1871.

..... On annonçait, ce soir, l'arrivée à Châtillon d'un corps de 40.000 hommes....

Le délégué aux fonctions de maire d'Essarois,
FÉLIX SORDET.

Recey, le 11 janvier 1871.

L'intendance prussienne annonce concentration à Châtillon de 40 à 50.000 hommes. Des officiers disent que le général Manteuffel viendra. Un régiment d'infanterie et un de cavalerie arrivés cette nuit. On croit qu'ils viennent de la direction de Paris.

Hier soir, mon domestique, en traversant une partie du canton de Montigny, a trouvé grande quantité de Prussiens dans Montigny, Vauxaules, Courbans et Louesmes.

Le maire,
MAILLET.

Blaizy-Bas, 12 janvier.

30 éclaireurs prussiens ont paru, ce matin, à Gisse. Ils sont partis dans la direction de Darcy.

On affirme que l'ennemi se dirige sur Saint-Seine....

H. DESFRAY.

Semur, 15 janvier 1871.

Sous-préfet à préfet Côte-d'Or.

Une personne sûre annonce qu'il se produit d'Auxerre, Nogent, Chablis, c'est-à-dire des derrières de l'armée de Frédéric-Charles, vers Chanceaux, par la vallée des Laumes, des mouvements considérables de troupes.

On évalue, au moins, à 15.000 hommes ce qui a passé avant-hier et hier. On en annonce autant pour aujourd'hui. On pense même que le mouvement pourrait se continuer par notre vallée, route 80. Tenez-vous pour renseigné.

Is-sur-Tille, 16 janvier 1871, 4 h. 1/2.

Les Prussiens entrent dans cette localité, et l'employé du télégraphe démonte son appareil.

L'inspecteur des lignes télégraphiques,
ESTIVAL.

A la même époque, Garibaldi était prévenu en même temps par son fils Ricciotti lui-même, parti en éclaireur du côté de Montbard avec une colonne de 1000 à 1200 hommes.

C'est ce qui résulte de la déposition de M. Masset, maire d'Aignay-le-Duc, déposition ainsi conçue :

Dans la nuit du 12 au 13, je reçus plusieurs avis du canton de Recey qui annonçaient l'apparition sur plusieurs points de corps d'éclaireurs de l'armée prussienne. Je les communiquai immédiatement à M. Thiébaud, le secrétaire chef d'état-major de Ricciotti, qui lui-même les lui transmit aussitôt.

Sur les 2 heures du matin, arriva tout à coup dans ma cour une voiture à deux chevaux amenant une dame anglaise, M^{me} Wytte-Marie. Elle venait de Châtillon-sur-Loire, pour traiter, disait-elle, de l'échange de médecins pris par les Allemands, mais au fond pour savoir ce qui se passait à Châtillon et le rapporter à Ricciotti. Cette dame faisait partie de la brigade en qualité de directrice des ambulances.

Elle raconta aux chefs les mouvements des troupes prussiennes qui se dessinaient du côté de l'Est, annonçant qu'il y avait à Châtillon et dans les environs une véritable armée de 50 à 60.000 hommes.

A 5 heures du matin, le 13, une dépêche, préparée par Ricciotti, pour son père, fut remise et recommandée au conducteur de notre voiture de Dijon, qui se chargea de la porter dans la journée au général Garibaldi.

Garibaldi avait été prévenu également par d'autres personnes de son état-major. Cela résulte de la lettre écrite, le 20 mars 1870, par M. de Grancey, lieutenant de vaisseau.

Voici quelques passages de cette lettre, adressée au journal le Times, en réponse à une lettre de Garibaldi :

J'ai fourni moi-même au commandant Castellaggi, de l'état-major de Garibaldi, les renseignements les plus détaillés sur la marche en avant des corps nombreux qui occupaient alors les environs de Châtillon. Je lui ai écrit au général une lettre dans laquelle il les lui transmettait et la remettre à un sous-lieutenant, M. Olivari, pour la lui porter.

Le 13 janvier au soir, une première patrouille de hussards prussiens se

présentait dans mon village (Grancey). Ricciotti se trouvait à 5 kilomètres environ et fut immédiatement averti de leur arrivée.

Enfin, le 14 au matin, le colonel Lobbia m'envoyait un capitaine de cavalerie italien pour annoncer son arrivée et demander un cheval de selle. Je lui donnai tous les renseignements qui m'étaient arrivés pendant la nuit et que j'avais déjà envoyés au commandant Castellaggi. Il prit le cheval de ma sœur, qui le jeta par terre, monta dans une voiture et s'en alla retrouver le colonel Lobbia, qui partit aussitôt du côté de Langres.

Le général Garibaldi était donc, à ma connaissance, prévenu du mouvement des Prussiens dans la nuit du 13 au 14, Ricciotti le 13, à dix heures du soir, et Lobbia le 14, à 9 heures du matin.

Puis il y avait eu les avertissements donnés par M. de Laborie, l'ingénieur en chef du département de la Côte-d'Or, lequel était exactement et régulièrement renseigné sur les moindres mouvements de l'ennemi par les correspondances de ses cantonniers.

M. de Laborie s'était rendu, le 10 janvier, auprès de Garibaldi :

— Vous voyez les notes que je reçois, lui avait-il dit. Vous avez entre Dijon et Langres des défilés faciles à défendre, et, puisque les Prussiens sont obligés d'y passer, il faut vous mettre en travers.

— Soyez tranquille, lui avait répondu Garibaldi. Mes précautions sont prises.

Le 12 janvier, ayant reçu de nouveaux renseignements, M. de Laborie s'était rendu encore une fois, dès six heures du matin, auprès de Garibaldi.

— Soyez certain, lui avait-il dit, que l'armée allemande fait ou va faire un effort pour aller au secours de Werder, qui est acculé à la frontière.

— Soyez sans inquiétude, lui avait répondu Garibaldi. Tout va bien : Ricciotti lui-même occupe les défilés entre Grancey et Dijon, à Is-sur-Tille.

Garibaldi était donc bien prévenu et prévenu de tous côtés.

Que fit-il dès lors et quelles mesures prit-il ?

Il commença par rappeler son fils Ricciotti, celui-là même qui était, avant ses explications à M. de Laborie, chargé de défendre le défilé d'Is-sur-Tille. Ricciotti quitta Grancey le 14 janvier au soir, au grand étonnement des habitants du pays.

— Pourquoi vous en allez-vous ? disaient ces derniers aux garibaldiens.

— Mais, répondaient ceux-ci, parce que les Prussiens arrivent.

Et, le 15 janvier, le même Ricciotti faisait à Dijon une entrée triomphale, comme s'il revenait d'une expédition victorieuse.



Cependant, on apprenait à Dijon que l'armée du général de Manteuffel défilait en longues colonnes et par petits groupes à quelques lieues de la ville sans rencontrer d'obstacles. Alors tous les esprits s'émeurent de l'inaction de l'armée des Vosges. L'émotion devint bientôt si vive que la presse la plus favorable à Garibaldi se crut obligée d'expliquer sa conduite ; mais la façon dont elle essaya cette justification équivalait à la condamnation du général.

Lisons le Progrès de la Côte-d'Or :

Il nous semble, dit-il le 17 janvier, qu'il était excessivement facile à nos braves et dévoués garibaldiens d'arrêter les minces colonnes ennemies, spécialement à Chanceaux et à Is-sur-Tille. Ce sont probablement des raisons stratégiques qui les en ont détournés. Mais que les Dijonnais se rassurent, s'ils sont restés inactifs, c'est que cela, probablement, devait être.

Lisons le Progrès de Saône-et-Loire.

Si on n'avait pas eu un motif impérieux pour laisser passer ainsi les Prussiens sans coup férir, ce serait une bien grande responsabilité pour nos auxiliaires.

Ces manifestations de blâme, qui devenaient générales, décidèrent Garibaldi à donner quelque satisfaction à l'opinion publique, en faisant au moins un simulacre de mouvement. Le 18 janvier, ayant laissé la garde de la ville au général Pellissier et à ses mobilisés, il partit à grand bruit avec toute son armée et se dirigea sur la route de Langres, qui devait le conduire où l'ennemi était signalé. Mais dès le lendemain il rentra en ville avec le même fracas, sans que personne sût ce qu'avait pu produire cette démonstration.

On en serait peut-être encore aux conjectures sur cette opération sans l'ouvrage de M. Jules Garnier, un républicain qui commandait les *Volontaires du génie dans l'Est*.

On lit dans cet ouvrage, pages 218, 219, 220 et 221 :

Le 18 janvier, l'armée des Vosges sort de Dijon, dès le matin, en deux colonnes, occupant les deux rangées de collines qui bordent la vallée d'Is-sur-Tille. Celle qui formait l'aile droite s'arrête au village de Norges, pendant que l'autre fait halte à Messigny, où je me trouvais. Garibaldi et son état-major devançaient cette dernière colonne. Le vieux général mettait vraiment à ses fonctions la meilleure volonté du monde, car, malgré la douleur qui lui paralysait à peu près les jambes, il descendit de voiture et monta, par des sentiers de chèvre, sur les hauteurs de Messigny, d'où l'on domine parfaitement la vallée. Le général en chef de l'armée des Vosges était suivi de tout son état-major, composé en grande partie d'amis ou de gens de sa famille. Je l'accompagnai dans cette petite excursion sur les hauteurs de Messigny et lui donnai quelques explications sur la topographie des lieux environnants. Il m'écouta volontiers, en mangeant un morceau de pain, de la viande froide, et buvant scrupuleusement, me sembla-t-il, de l'eau pure. Ce repas lacédémonien, cette sortie en novembre me semblaient de bon augure. C'était, sans doute, le début d'une campagne, la fin de l'inaction. J'étais heureux.

C'est donc tout enchanté que je quittai le général et retournai vers mes compagnons leur faire part de mes espérances. Hélas ! la journée, qui était splendide, s'écoula peu à peu ; les officiers, qui avaient faim et qui ne trouvaient rien à Messigny, réclamèrent tout haut le retour ; d'ailleurs,

les paysans, dont la curiosité était saturée, avaient fini d'admirer leurs formes éclatantes : les ordres du retour à Dijon furent donnés et chacun se prépara. Je pouvais constater le fait, mais non y croire : il fallait, la fin, me rendre à l'évidence. Pour passer notre mauvais humour, mes hommes étant tous réunis, nous reprîmes la route de Savigny tournant le dos à l'armée des Vosges, qui revenait au *far niente* ; mais il fallait que la dérision fût complète, et c'est en jouant, sur des cuivres faux, l'air de ce chant patriotique et sacré de la *Marseillaise*, qui menait nos pères à la victoire, que nos défenseurs tournèrent volontairement le dos à la direction où était l'ennemi. Au moment où l'orchestre nous envoyait cet air, qui me parut sinistre et me serrait le cœur, nous débouchâmes des bois que nous avions longés depuis le village et descendîmes à Savigny. L'arrière-garde de Garibaldi aperçut ma petite troupe et, comprenant rien à cette manœuvre, malgré notre fanion tricolore, nous pour des Prussiens, et se mit à nous suivre, mais avec une prudence qui était loin d'expliquer notre petit nombre. Je m'amusai, un instant, de leur méprise ; mais, comme, à tout prendre, ils auraient pu nous envoyer une volée de balles et blesser quelques hommes, je fis sonner par les clairons l'air connu de la *Casquette*. L'arrière-garde garibaldienne comprit et s'empressa de disparaître à son tour.

La nuit était tombée quand nous arrivâmes à Savigny-le-Sec. Le matin qui nous reconnut et paraissait enchanté de nous revoir, nous raconta que les éclaireurs prussiens venaient de quitter son village. Une demi-heure plus tôt, nous les aurions trouvés. Tout le jour ils avaient suivi, sans une évidente inquiétude, les mouvements de l'armée des Vosges sur les hauteurs des collines où ils s'étaient portés ; aucun détail de la journée ne leur avait échappé ; mais, sur le soir, lorsqu'ils constatèrent d'une façon certaine la retraite de Garibaldi et qu'ils entendirent surtout les sons joyeux de l'orchestre italien qui menait cette marche rétrograde, ils ne purent s'empêcher de rire comme des fous sur la place même du village et s'éloignèrent toujours riant et haussant les épaules. Ils allaient sans doute prévenir les généraux prussiens et les assurer qu'ils pouvaient en toute sécurité continuer le mouvement dans l'Est qui devait aboutir à la ruine de nos dernières espérances.



Cependant le mouvement de l'armée allemande s'était continué avec méthode. Sorti le 13 janvier de Châtillon-sur-Seine, le général de Manteuffel, sans avoir été inquiété un instant et sans avoir été obligé de tirer un coup de fusil, avait traversé tout le massif de montagnes qui s'étend de Dijon à Langres et était arrivé en personne, le 16, à Fontaine-Française, dans la vallée de la Saône.

L'armée de Garibaldi n'avait pas donné signe de vie durant ces quatre jours.

Dès lors, le général de Manteuffel était le maître de ses mouvements dans la vallée de la Saône. Laissant à Thibaut Chatel une brigade chargée d'observer Dijon, il fit occuper par son avant-garde la ville de Gray, puis se jeta lui-même sur les communications du général Bourbaki, dans le but de le renfermer dans le Jura et de changer notre retraite en désastre. Dès le 21, Dôle fut surpris, et, le 24, l'armée allemande s'empara de la gare importante de Mouchard.

Dans ce mouvement, des plus audacieux, le général de Manteuffel s'exposait à des risques certains. Aussi, comme Garibaldi pouvait essayer de réparer une première faute et se jetant sur les derrières de l'armée allemande, le général prussien jugea utile, pour le maintenir à Dijon, de faire une démonstration qui, sans avoir une grande importance en elle-même, pouvait lui donner le change.

Le général Ketteler, qui avait été laissé dans l'Yonne avec une brigade d'observation, reçut l'ordre de se porter en haut sur Dijon, et le 21, pendant que l'avant-garde de Manteuffel était à Dole, Ketteler se portait résolument sur Dijon. Un combat sérieux s'engagea à cheval sur la route de Châtillon, d'abord à Daix, puis à Fontaine et à Talant. Sur les 4 heures et demie du soir, alors que Garibaldi, dans ce dernier village, exhortait en termes à la fois énergiques, paternels et persuasifs un détachement de mobiles à marcher à l'ennemi, un jeune soldat lui fit tout à coup remarquer que les Prussiens se rapprochaient : cette observation fit cesser la harangue, et le chef italien, tournant bride, revint en ville de toute la vitesse de son cheval. La nuit mit fin au combat du 21.

Le lendemain, 22 janvier, le général Ketteler renouvela son attaque et s'avança jusqu'aux portes de la ville. Mais sur le soir il abandonna les positions dont il s'était emparé.

Enfin, le lendemain, 23 janvier, eut lieu la troisième et la plus sérieuse attaque. Les Prussiens s'avancèrent jusqu'au faubourg de Saint-Apollinaire, mais furent finalement repoussés par les mobilisés du général Pellissier.



Garibaldi célébra ces combats comme de grandes victoires, et il y eut de lui, le 23 au matin, une proclamation emphatique et prétentieuse, commençant par ces mots :

« Eh bien ! vous les avez revus, les talons des terribles soldats de Guillaume, jeunes fils de la liberté ! Dans deux jours de combats acharnés, vous avez écrit une page bien glorieuse pour les annales de la République... »

Certains, en lisant cette proclamation, purent croire qu'il y avait eu une grande et profitable victoire remportée par Garibaldi sur une et même plusieurs armées allemandes.

En réalité, il n'y avait eu que le succès d'une armée de 30.000 à 40.000 combattants, défendant, dans de bonnes positions, une ville attaquée par 6.000 à 8.000 hommes.

En réalité, les combats des 21, 22 et 23 janvier n'avaient été que l'accomplissement, le résultat d'une fausse attaque, qui avait neutralisé près de 50.000 soldats, dont l'action, rationnellement dirigée, eût pu permettre à l'armée de Bourbaki de continuer sa retraite sur Chalon et la Saône ou par la vallée du Rhône.

Bravo, ô députés républicains de France !... Vous avez fermé la Chambre en signe de deuil : Garibaldi-le-Grand était mort !... Mais pourquoi Berlin n'en a-t-il pas fait autant ?

ABEL DUCANGE.